

Violences faites aux femmes : des luttes à mener !

samedi 22 février 2014, par [MOINDREAU Chloé](#), [STOTZKY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 novembre 2013).

Les violences faites aux femmes sont multiples : psychologiques, physiques, sexuelles... ces trois dimensions s'articulent fréquemment. Cela va du harcèlement psychologique des publicités et des médias [1] aux viols conjugaux [2], en passant par la pénibilité plus importante du travail des femmes [3]. Et bien sûr, jusqu'au meurtre.

Sommaire

- [Partout dans le monde](#)
- [Des hommes féministes ?](#)
- [Visages de l'islamophobie](#)



En Inde le gang des saris roses (DR)

Une fonction politique

174 femmes sont mortes en 2012 en France sous les coups de leur compagnon ou de leur ex, soit une moyenne d'un décès tous les deux jours [4]. Ces assassinats sont en augmentation constante (146 en 2011).

Il est de bon ton de se désolidariser des auteurs de ces actes, de considérer ces violences comme des « dérapages », des « excès », voire des « déviances ». Il n'en est rien. Les violences faites aux femmes font partie intégrante du système patriarcal.

Des conséquences logiques de l'objectification des femmes, qui assène depuis l'enfance que les femmes sont et doivent être à la disposition des hommes. Elles ont aussi une fonction répressive qui participe au maintien du système.

Le couple hétéro, recours ou piège ?

Il suffit de regarder d'un œil critique l'injonction à être en couple hétéro-sexuel. Cette structure constitue comme on le sait un cadre d'exploitation non rémunérée de la force de travail des femmes au bénéfice direct de leurs compagnons (en passant de célibataires à « en couple », les femmes assument en moyenne 45 minutes de travail ménager supplémentaire, et les hommes... 7 minutes). Pourquoi donc les femmes continuent-elles à y adhérer ?

Il faut regarder les motivations : le plus souvent les femmes vont mettre en avant le sentiment de sécurité. Un sentiment plutôt faussé lorsque l'on sait que la plus grande part des violences physiques et sexuelles envers les femmes ont lieu dans la sphère familiale !

La solidarité masculine, contre l'émancipation féminine

Pour le comprendre, ce sont bien les violences omniprésentes et systématiques qu'il faut considérer. Les femmes sont poussées à s'associer à un homme (et donc à lui fournir des services domestiques et sexuels) dans un contexte où elles sont menacées par la violence... des autres hommes.

C'est encore l'image de l'assassin et du violeur de rue ou des transports en commun, qui exclut les femmes de l'espace public. C'est enfin la solidarité entre hommes qui permet avec bienveillance le harcèlement de rue, d'autant plus qu'une femme n'est pas clairement appropriée par un homme.

Il s'agit bien là d'un système où la violence est utilisée pour astreindre les femmes à l'exploitation. Car le patriarcat n'est pas une idéologie flottante, mais un système dont une catégorie de la population est bénéficiaire.

On peut souligner que la vulnérabilité économique des femmes est une autre pierre angulaire du maintien du patriarcat : c'est bien la peur de la pauvreté qui oblige de nombreuses femmes à rester avec leur compagnon.

La nécessité d'un mouvement autonome féministe lutte de classes

Le capitalisme est constitué actuellement sur des bases patriarcales : par exemple seulement 11 % de femmes dans les conseils d'administration du CAC40, un patrimoine qui continue de se transmettre par les hommes, comme on le voit avec l'interdiction de la PMA pour les femmes « sans homme », célibataires ou lesbiennes).

Pour autant, s'il utilise des mécanismes du patriarcat, il sait fort bien s'accommoder des évolutions de genre. Comme le suggère Christophe Darmangeat, « *en transformant le travailleur comme la travailleuse en salariés, dont les efforts devront s'échanger contre une certaine somme d'argent, le capitalisme établit que leur travaux, pouvant être mesurés par un étalon commun, sont constitués d'une substance unique* ».

La division sexuelle du travail et l'oppression des femmes ne sont donc pas nécessaires au capitalisme, qui peut leur survivre : elles proviennent d'un système différent. La fin du capitalisme ne provoquerait donc pas mécaniquement la fin de l'oppression et de l'exploitation des femmes en tant que femmes, puisque celle-ci découle du patriarcat. Si donc il importe de veiller à l'articulation entre ces deux systèmes (mais aussi avec d'autres oppressions comme le racisme), il n'est pas possible de limiter la lutte pour l'émancipation des femmes à une intervention syndicale ou parasyndicale.

Les luttes contre les violences, pour le droit à disposer de son corps, nécessitent un mouvement autonome des femmes. Cela ne signifie pas un mouvement intégralement non mixte, mais avec des cadres non mixtes pérennes. Cela ne signifie pas non plus un mouvement a-classiste, ni qui reproduise d'autres formes d'hégémonie, en s'aveuglant sur l'articulation avec d'autres oppressions, comme celles des lesbiennes et des bisexuelles, des femmes racisées, en situation de handicap... Enfin, cela ne signifie pas un mouvement qui dédouane les autres organisations ouvrières d'intervenir dans le champ de la lutte contre le patriarcat.

Cela signifie un mouvement dirigé par et pour les femmes, dont l'émancipation des femmes constitue la boussole et la priorité. C'est-à-dire, en peu de mots, l'auto-organisation des opprimées.

Le rôle du NPA en tant qu'organisation révolutionnaire est donc de contribuer à (re)construire un tel mouvement, en s'y investissant et en reconnaissant sa nécessité et sa légitimité.

Chloé Moindreau

Partout dans le monde

D'après un rapport de l'OMS rendu public il y a quelques mois, une femme sur trois est victime de violences dans le monde (selon une étude menée dans 81 pays). Régulièrement, de nouveaux faits divers sordides viennent donner réalité à ces chiffres.

L'an dernier, en Inde, un viol collectif dont la victime est morte avait donné lieu à des commentaires ahurissants : des policiers mettant en doute la « vertu » de la victime, des hommes politiques conseillant aux femmes de ne pas sortir la nuit, jusqu'à un projet de loi instaurant un couvre-feu pour les femmes !

Laisser-faire et répression

Des manifestations d'une ampleur inattendue se sont alors succédé : des milliers de femmes et d'hommes, beaucoup de jeunes, se sont mobilisés pendant plusieurs semaines pour dénoncer ce viol devenu emblématique de tous les autres. Les manifestantEs n'ont pas simplement réclamé justice pour cette victime, mais ont dénoncé toutes les violences subies par les femmes, dans un pays où le harcèlement sexuel est désigné par l'expression anodine « Eve teasing » (taquiner Eve) ! Elles ont aussi dénoncé le laisser-faire des autorités.

Celles-ci ont d'ailleurs bien compris le message... en réprimant dans la violence ces manifestations. Mais la presse s'est fait l'écho et même le soutien de cette mobilisation : un quotidien a ainsi publié pendant une semaine, chaque jour, le récit d'un viol à chacune de ses pages. Par le biais d'internet, les manifestations se sont étendues à l'ensemble du pays et ont été médiatisées dans le monde entier.

Viols banalisés

De la même façon, un viol, et surtout son traitement par la justice, a récemment suscité l'indignation au Kenya : des hommes ayant violé une adolescente ont été condamnés à tondre la pelouse autour du commissariat ! Si les manifestations n'ont pas pris l'ampleur de celles qui avaient eu lieu en Inde, là aussi la colère a été relayée par internet et dans les médias. Une pétition a recueilli plus d'un million de signatures et a obligé les pouvoirs publics à reprendre la plainte de la jeune fille.

Sur tous les continents, le viol reste une réalité dont on méconnaît la « banalité » : une récente étude menée dans six pays d'Asie montre qu'un homme sur quatre reconnaît avoir commis un viol. Les termes de l'étude sont intéressants : le mot « viol » n'a pas été employé par les enquêteurs, ce qui explique sans doute le grand nombre de réponses positives : ceux qui reconnaissent avoir forcé leur épouse, ou une personne qui avait trop bu, ne considèrent généralement pas cet acte comme un viol. Pire, certains assument leur « droit » à imposer une relation sexuelle non consentie.

« Une double révolution »

En Égypte, alors que les femmes ont pris une part importante dans les « printemps arabes », leur situation semble s'être dégradée. Déjà à l'époque des manifestations, de nombreuses exactions avaient eu lieu contre les femmes (l'ONG Human Rights Watch décomptait 91 femmes violées sur la place Tahrir en juin 2013). Une enquête de la fondation Thomson Reuters désigne désormais l'Égypte comme le pays du monde arabe où les violences contre les femmes culminent. « *Comme le montrent les tristes résultats de ce sondage, nous les femmes avons besoin d'une double révolution, l'une contre les divers dictateurs qui ont ruiné nos pays et l'autre contre un ensemble toxique de culture et de religion qui ruine nos vies en tant que femmes* », commente l'éditorialiste égypto-américaine Mona Eltahawy.

Dans tous les pays du monde, quels que soient les régimes politiques, les « cultures » et les religions, des femmes sont victimes de violences. Le rapport de l'OMS indique : « *il s'agit d'un problème mondial de santé publique, d'ampleur épidémique, qui appelle une action urgente* ». Effectivement, il y a urgence, et le 25 novembre est l'occasion pour nous de rappeler qu'aux quatre coins du monde, des femmes souffrent, et se battent : nous soutenons leurs luttes contre les violences et contre le système patriarcal qui les perpétue.

Catherine Stotzky

Des hommes féministes ?

Les hommes peuvent-ils participer à la lutte féministe ? Derrière cette interrogation est posée tout le principe d'auto-organisation des oppriméEs. Or ils sont bien rares, les mouvements féministes qui excluent toute possibilité de soutien de la part des hommes. Les hommes peuvent donc s'investir dans cette lutte, bonne nouvelle ! Oui mais comment ?

Certains militants proféministes et chercheurs y ont précisément réfléchi : par exemple John Stoltenberg, dont l'ouvrage *Refuser d'être un homme* a été enfin traduit en français en avril dernier, ou Léo Thiers-Vidal dont les textes ont été rassemblés dans un ouvrage posthume sous le titre *Rupture anarchiste et trahison proféministe*, paru en février dernier. Sa thèse, De « L'ennemi principal » aux principaux ennemis : position vécue, subjectivité et conscience masculines de domination, a été préfacée par Christine Delphy, tout comme l'ouvrage de Stoltenberg.

Respecter les stratégies

Bien sûr, il s'agit de ne pas prendre le pas sur les femmes, et leur imposer une stratégie pour leur propre émancipation. C'est à ce titre que les organisations d'hommes féministes se revendiquant comme telles doivent interroger, quand, pour soutenir les revendications de certains groupes féministes, elles s'opposent à d'autres (comme cela peut être le cas d'un collectif comme Zéro Macho).

Le fait que des hommes se retrouvent en position de déterminer la « bonne » stratégie et de peser davantage que les porte-parole féministes dans les médias peut se révéler problématique. Ainsi encore, lorsqu'à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, une AG « non mixte hommes » a diffusé son texte *urbi et orbi* alors qu'aucun écho des AG non-mixtes femmes n'a été relayé...

Ne pas confisquer la parole, ni bien sûr reproduire des rapports de domination (y compris dans la

sphère privée). Cela veut donc dire respecter les stratégies et les agendas des féministes auxquels on choisit de se rattacher.

Thiers-Vidal et Stoltenberg convergent sur deux autres aspects essentiels de l'investissement des hommes dans le mouvement féministe : lire les ouvrages féministes et assumer un travail de terrain sur ces questions. À ces conditions, et à ces conditions seulement, un homme peut se déclarer militant féministe : il ne suffit pas de le dire pour l'être !

C.M.

Visages de l'islamophobie

Après les mobilisations de Mamans Toutes Égales à Montreuil contre l'interdiction des femmes portant le foulard d'accompagner les sorties scolaires, c'est à Bobigny que s'est tenu le 13 novembre un rassemblement contre les discriminations, à l'initiative des premières concernées, des mères d'élèves des quartiers nord du Blanc-Mesnil (93).

En cause ? Une circulaire de l'Éducation nationale ainsi rédigée : *« il est recommandé de rappeler dans le règlement intérieur que les principes de laïcité de l'enseignement et de neutralité du service public sont pleinement applicables au sein des établissements scolaires publics. Ces principes permettent notamment d'empêcher que les parents d'élèves ou tout autre intervenant manifestent, par leur tenue ou leurs propos, leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques lorsqu'ils accompagnent les élèves lors des sorties et voyages scolaires. »*

Les femmes visées

Quand l'islamophobie s'abat, c'est de plus en plus souvent sur les femmes. La focalisation se fait sur le port du foulard, avec une multiplication des lois à son encontre : loi interdisant le port du voile à l'école, loi interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (visant le niqab et la burqa), interdictions aux femmes voilées d'accompagner les sorties scolaires, d'exercer dans les services publics, interdiction des signes religieux au domicile des assistantes maternelles, interdiction du port du voile dans les entreprises privées assurant des missions de service public (crèches notamment...). Tout cela se conjugue au renforcement de l'extrême droite autour de la « Manif pour tous », ce qui a entraîné une augmentation effarante du nombre d'agressions islamophobes contre des femmes.

La lutte contre l'islamophobie est bien une lutte féministe : ce sont les femmes qui sont exclues des cadres de sociabilité, de l'éducation et de l'emploi.

C.M.

Dossier réalisé par la commission nationale féministe du NPA.

P.-S.

* Paru dans Hebdo L'Anticapitaliste - 218 (21/11/2013). <http://npa2009.org/>

Notes

[1] 94 % à 97 % des anorexiques sont des femmes, ainsi que 97 % à 99 % des boulimiques.

[2] 5 % des appels aux lignes d'écoute du Collectif féministe contre le viol en 2006 concernent des viols conjugaux, 21 % des viols et agressions sexuelles par des personnes ayant autorité (supérieur hiérarchique, soignant, enseignant...), 6 % des viols et agressions sexuelles par des membres ou des proches de la famille. Dans 89,3 % des cas, l'agresseur est connu avant l'agression.

[3] L'INSEE signale que les femmes représentent 58 % des troubles musculo-squelettiques diagnostiqués. L'INRS alerte sur un lien possible entre travail de nuit et cancer du sein, et dénonce la sous-évaluation des cancers féminins liés au travail.

[4] Étude annuelle de la délégation aux victimes du ministère de l'Intérieur.